

pas initiés et tout à ceux qui le sont ; dangereuse encore par son caractère insaisissable, en ce qu'il est impossible d'amener nos réformateurs à préciser ce qu'ils entendent par instruction pratiques. Ils vous diront que c'est armer l'enfant pour les luttes de la vie. Mais nous avons vu que les luttes de la vie étant surtout des luttes morales, on ne saurait mieux armer l'enfant pour ces luttes qu'en nourrissant son intelligence de vérité et en fortifiant sa volonté pour qu'elle fasse le bien, une besogne à laquelle s'emploient admirablement nos écoles catholiques actuelles. Du reste, il ne saurait y avoir de progrès véritable que dans tout mouvement ascensionnel ramenant l'homme de Dieu, son principe, à Dieu, sa fin dernière.

Nous avons ensuite démontré que nos écoles catholiques, telles qu'organisées et conduites, ont tout ce qu'il faut du côté pratique, si on entend celui-ci dans le sens d'une préparation convenable à la recherche du bien-être, et qu'au regard de tous ceux qui ne veulent pas que l'école élémentaire sorte de son vrai rôle, elles donnent à peu près tout ce qu'on peut légitimement exiger d'elles. Nous avons fait voir, en examinant de près quelques-unes des nécessités pratiques alléguées par nos pseudo-réformateurs, que leurs revendications, ou aboutissent à des contradictions qui les ruinent, ou détonnent au point de vue catholique. Avant d'en finir de ce côté, nous avons démontré que l'instruction pratique si prônée par nos progressistes radicaux, loin de nous communiquer les énergies propres au tempérament d'une autre race, n'aboutirait qu'à nous faire perdre l'énergie propre au tempérament de notre race, c'est-à-dire, en dernière analyse, à nous déformer.

Enfin, dans un dernier article, nous avons établi qu'il était conforme à l'esprit de nos mœurs constitutionnelles qu'un gouvernement ne prit pas d'initiative dans une question de cette portée, avant d'en avoir reçu du peuple un mandat explicite. Et ce mandat, avons-nous dit, le gouvernement Marchand ne l'a pas et ne s'est jamais occupé de le rechercher, quoi qu'aient pu dire au contraire des feuilles intéressées.

Pour nous résumer en deux mots, la création d'un ministère d'instruction publique à Québec, avec les développements et les conséquences qu'elle comporte, ne serait autre chose que l'exécution d'un complot maçonnique, aussi préjudiciable à nos intérêts nationaux que funeste à nos intérêts religieux. Dieu veuille que nos législateurs le comprennent à temps pour s'arrêter dans la voie où on voudrait les pousser !